

PARTIE I

Généralités

Table des matières:

1 Contexte de la gestion des déchets	I-5
1.1 Historique des mesures de gestion	I-5
1.1.1 Situation antérieure à 1994	I-5
1.1.2 La loi du 17 Juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets	I-6
1.2 Obligations réglementaires de planification	I-7
1.2.1 Obligations communautaires	I-7
1.2.2 Obligations nationales	I-7
1.3 Elaboration et suivi du plan	I-8
1.3.1 Structure du plan	I-8
1.3.2 Elaboration du plan	I-8
1.3.3 Suivi du plan	I-9
1.4 Développement durable et gestion des déchets	I-9
1.4.1 Plan National pour un Développement Durable	I-9
1.4.2 Plan National de Gestion des Déchets et développement durable	I-10
2 Champ d'application du plan de gestion des déchets et principes mis en œuvre	I-10
2.1 Champ d'application du Plan National de Gestion des Déchets	I-10
2.1.1 Notion de "déchet"	I-10
2.1.2 Difficultés d'application de la notion de "déchet"	I-11
2.2 Principes mis en œuvre par le Plan National de Gestion des Déchets	I-12
2.2.1 Principe de la hiérarchie des objectifs	I-13
2.2.2 Principe de l'information et de la sensibilisation	I-14
2.2.3 Principe de qualité	I-15
2.2.4 Principe de proximité	I-15
2.2.5 Principe d'autosuffisance	I-16
2.2.6 Principe " pollueur - payeur "	I-16
2.2.7 Principe de la cohérence et de la coordination	I-18

1 Contexte de la gestion des déchets

Des mesures isolées de gestion des déchets ont commencé à se développer dans les années 1970 et se sont continuellement renforcées.

Afin de définir la future politique de gestion des déchets et de parvenir ainsi à une meilleure planification dans une perspective de développement durable, un plan national de gestion des déchets devait être élaboré.

1.1 Historique des mesures de gestion

1.1.1 Situation antérieure à 1994

Les premières démarches entreprises au niveau national datent de 1973 lorsqu'un premier Plan national de rationalisation de l'élimination des déchets ménagers a été adopté. Ce plan a conduit entre autres au regroupement des communes au sein de quatre syndicats intercommunaux pour l'élimination des déchets ménagers. Chaque syndicat exploite sa propre installation d'élimination. Parallèlement, la première décharge pour déchets non ménagers est mise en exploitation en 1974.

La loi-cadre du 26 juin 1980 concernant l'élimination des déchets a créé une base légale pour leur gestion. La politique définie à cette époque est donc principalement axée sur l'élimination des déchets.

En continuité avec la loi, le Gouvernement a finalisé en 1987 un Concept National pour la Gestion des Déchets ("Abfallwirtschaftskonzept"). Ce concept est à considérer comme un premier plan national de gestion des déchets.

Pour chaque catégorie de déchet, le concept présente une analyse de la situation existante (production de déchets, responsabilités, principales difficultés, etc.) et énonce des objectifs et des méthodes pour la future politique de gestion des déchets. Il insiste sur la prévention, le recyclage et la réutilisation des déchets.

Le concept fut indéniablement un facteur clé du succès des initiatives qui ont été lancées à l'époque et qui ont été poursuivies depuis. Parmi celles-ci, on peut citer: le programme de l'élimination des PCB/PCT, l'action "Superdrecksksch", le projet pilote de compostage "Minette Kompost", l'action "Superfreonsksch", et le réseau régional pour déchets inertes.

En continuité avec les orientations établies par ce concept, le Gouvernement a adopté le 28 Janvier 1991 un plan d'aménagement partiel dénommé "programme directeur". Il s'agit d'un véritable instrument de planification avec une conception nouvelle de la politique des déchets agissant prioritairement à la source.

Le plan partiel prévoit des actions à entreprendre ainsi que leurs délais d'application. Il a été rendu accessible à un large public par sa publication au Memorial B.

La majorité des projets inscrits au plan ont été réalisés ou sont toujours en cours de réalisation.

Avec l'entrée en vigueur de la directive 91/156/CEE du 18 mars 1991, modifiant la directive 75/442/CEE du Conseil du 15 juillet 1975, relative aux déchets, un cadre communautaire a été créé pour la gestion écologique des déchets. Le Luxembourg a transposé en droit interne cette directive par l'adoption de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

1.1.2 La loi du 17 Juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Cette loi abroge la loi du 26 Juin 1980 relative à l'élimination des déchets. Désormais la priorité sera accordée à la prévention et à la réduction des déchets avant d'envisager leur valorisation. L'élimination des déchets ne sera envisageable que pour les déchets ultimes.

Les objectifs de la loi (par ordre de priorité) sont:

- la prévention de la production et de la nocivité des déchets
- la réduction de la production et de la nocivité des déchets
- la valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou tout autre procédé écologiquement approprié
- l'élimination des déchets ultimes de manière écologiquement et économiquement appropriée.

Afin de mettre en œuvre ces objectifs, l'infrastructure existante de traitement des déchets sera renforcée et modernisée.

Les points principaux de la loi concernent:

- la création d'instruments nouveaux de planification et de gestion des déchets permettant dès lors de mettre en œuvre le principe de prévention. Il s'agit essentiellement du plan national de gestion des déchets ainsi que des plans de prévention et de gestion des déchets à établir par chaque entreprise et à transmettre ensuite à l'Administration de l'environnement.

- l'introduction de la responsabilité objective du producteur de déchets, c'est à dire indépendamment d'une faute de sa part.
- l'obligation pour les personnes de droit public d'utiliser des produits recyclés et des produits ne générant pas ou peu de déchets.
- la fermeture progressive des décharges communales et mise en place parallèlement de centres régionaux de gestion des déchets inertes.
- l'ancrage du principe pollueur payeur.
- l'information appropriée à tous les niveaux de la gestion des déchets.
- la prise en considération des sites contaminés (établissement d'un cadastre).
- le droit de regard sur les transferts de déchets vers l'étranger.

Les principes devant guider la gestion des déchets sont exposés au point 2.

1.2 Obligations réglementaires de planification

1.2.1 Obligations communautaires

La directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la directive 91/156/CEE, insiste sur la planification de la gestion des déchets. Son article 7.1 impose l'établissement, par les autorités compétentes des Etats membres, de plans de gestion des déchets.

D'autres directives applicables à des catégories particulières de déchets exigent que des plans spécifiques de gestion soient élaborés ou que la gestion de ces catégories soit intégrée dans les plans nationaux de gestion des déchets. Il s'agit de:

- la directive 91/689/CEE du Conseil, du 12 décembre 1991, relative aux déchets dangereux
- la directive 94/62/CEE relative aux emballages et déchets d'emballages

1.2.2 Obligations nationales

La loi du 17 Juin 1994, relative à la prévention et à la gestion des déchets, adopte les dispositions de la directive 91/156/CEE.

L'article 5 de la loi prévoit que le Ministre compétent fasse établir un plan national de gestion des déchets par l'Administration de l'environnement, en collaboration avec les autres administrations, les communes, les syndicats intercommunaux et les milieux concernés.

Le plan national de gestion des déchets peut comporter l'élaboration de plans sectoriels sur la gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés, des déchets problématiques, des déchets organiques, des déchets inertes, des déchets industriels, commerciaux et artisanaux, des déchets hospitaliers et assimilés. Les plans feront l'objet d'une révision générale tous les 5 ans. Ils pourront être déclarés obligatoires par voie de règlement grand-ducal.

1.3 Elaboration et suivi du plan

1.3.1 Structure du plan

Le plan national de gestion des déchets comporte quatre plans sectoriels concernant les catégories de déchets suivantes:

- les déchets ménagers, encombrants et assimilés;
- les déchets industriels, commerciaux et artisanaux;
- les déchets inertes;
- les déchets du secteur de la santé

Ces plans sectoriels ont été définis dans la mesure où ils s'adressent à des groupes de producteurs de déchets bien définis.

Les déchets organiques, les déchets problématiques, y inclus les déchets dangereux ainsi que les déchets d'emballages ont été intégrés dans ces différents plans sectoriels étant donné que ces catégories de déchets peuvent apparaître en même temps auprès des différents groupes de producteurs.

1.3.2 Elaboration du plan

L'avant-projet du Plan National de Gestion des Déchets - version du 6/08/1999 - a été envoyé pour avis à 53 instances concernées par la gestion des déchets (la liste figure en annexe III). Il s'agit notamment des ministères et administrations, des chambres professionnelles, des fédérations patronales, des syndicats intercommunaux et des associations non gouvernementales. L'avant-projet a également été envoyé à la Commission européenne - Direction Générale XI Environnement.

Suite aux remarques formulées par les acteurs consultés, l'avant-projet a été reformulé. Par plan sectoriel, ces propositions ont été discutées avec les milieux les plus concernés.

Conformément à la loi du 17 Juin 1994, le plan sera établi pour une durée de 5 ans (de 2001 à 2006).

Après son adoption, le plan national de gestion des déchets sera présenté via une campagne nationale d'information et de sensibilisation dans les médias. Parallèlement, un document d'information présentera au grand public les principales lignes de force et les actions contenues dans le plan national de gestion des déchets. Ce document sera disponible dans toutes les administrations et les communes.

Le document intégral du plan de gestion des déchets sera distribué aux personnes qui en feront la demande au Ministère de l'Environnement. Il pourra également être consulté sur le site internet du Ministère de l'Environnement.

1.3.3 Suivi du plan

Des groupes de suivi seront créés, par secteur. Dans ces groupes seront représentés le Ministère de l'Environnement, l'Administration de l'environnement et les acteurs concernés. Les travaux des groupes de suivi seront consultables sur le site internet du Ministère de l'Environnement.

1.4 Développement durable et gestion des déchets

Le Luxembourg s'est engagé dans la voie du développement durable. Afin de mettre en œuvre cet objectif, le Gouvernement a adopté un Plan National pour un Développement Durable. Le Plan National de Gestion des Déchets prévoit l'application des principes du développement durable en matière de gestion des déchets.

1.4.1 Plan National pour un Développement Durable

Le développement durable permet de répondre aux besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations futures. Il s'agit de parvenir à une conciliation entre les impératifs économiques, écologiques et sociaux.

L'objectif principal est de trouver et d'appliquer une stratégie politique, économique et sociale permettant le développement économique et social tout en limitant l'usage des ressources naturelles et en préservant la qualité de l'environnement.

Afin de faciliter le processus de développement durable, la protection de l'environnement sera intégrée dans les autres politiques sectorielles. Le Plan National pour un Développement Durable insiste sur le rôle important de la gestion des déchets dans la préservation de la nature et des ressources naturelles.

Le Plan National pour un Développement Durable a été adopté par le Conseil de Gouvernement le 30 avril 1999. Il est actuellement largement diffusé afin de recueillir les remarques du public et sera ensuite discuté à la Chambre des députés.

Il est prévu qu'un texte réglementaire, relatif aux modalités de l'élaboration et au suivi du Plan National pour un Développement Durable, intervienne. En revanche, le texte même du Plan National pour un Développement Durable n'aura pas de caractère réglementaire.

1.4.2 Plan National de Gestion des Déchets et développement durable

En matière de gestion des déchets les objectifs prioritaires du Plan National pour un Développement Durable sont:

- minimiser la quantité de déchets produits et leur nocivité par la prévention
- valoriser le maximum de déchets
- minimiser la quantité de déchets ultimes à éliminer
- instaurer le principe du coût-vérité à tous les stades de la gestion des produits et des déchets.

Ces objectifs figurent également à l'article 1 de la loi du 17/06/1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Le Plan National de Gestion des Déchets permet dès lors de mettre en œuvre ces objectifs, dans la mesure où il établit le cadre de la gestion des déchets sur base de la loi du 17/06/1994.

2 Champ d'application du plan de gestion des déchets et principes mis en œuvre

Le Plan National de Gestion des Déchets va rendre possible la mise en œuvre des grands principes devant guider la gestion des déchets et s'inscrit dès lors dans le contexte du développement durable.

2.1 Champ d'application du Plan National de Gestion des Déchets

2.1.1 Notion de "déchet"

La loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets définit le terme "déchet" comme étant "toute substance ou tout objet qui relève des catégories figurant à l'annexe 1 de la présente loi, et d'une manière générale tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon ou dont il a l'obligation de se débarrasser".

Sont également considérés comme des déchets les produits et substances destinés à la valorisation jusqu'à ce que ces produits ou substances, ainsi que les matières premières secondaires ou l'énergie qui résultent de l'opération de valorisation, soient réintroduits dans le circuit économique.

La loi distingue également les différentes catégories de déchets qui font l'objet d'un plan sectoriel ainsi que des catégories de déchets communes à plusieurs secteurs (par exemple: déchets problématiques, ultimes).

Depuis 1998, une nomenclature luxembourgeoise des déchets classe les déchets d'après leur nature et leur origine selon un système de code. Une table de concordance permet d'assurer l'équivalence avec le Catalogue Européen des Déchets, notamment dans le cadre des procédures de notification des transferts transfrontaliers de déchets.

2.1.2 Difficultés d'application de la notion de "déchet"

Parfois l'application de la définition de déchet peut poser problème. C'est notamment le cas pour les déchets qui peuvent être valorisés, soit dans des processus de production en tant que matières premières, soit dans des installations de production d'énergie comme combustible. La loi du 17 juin 1994 considère ces matériaux comme des déchets "jusqu'à ce que ces produits ou substances, ainsi que les matières premières secondaires ou l'énergie qui résultent de l'opération de valorisation, soient réintroduits dans le circuit économique".

De même, la matière première secondaire est définie comme étant "tout déchet susceptible d'être réintroduit sous forme de produit, le cas échéant après traitement, dans le circuit économique". Cette position a été confirmée par différents arrêts de la Cour de Justice des Communautés Européennes.

Par conséquent, les matériaux qui ont été abandonnés à un moment donné par leur détenteur, sont considérés comme des déchets tant qu'ils gardent le statut de matières premières secondaires, indépendamment des opérations de traitement ou de conditionnement subies en cours de route. La ferraille, par exemple, demeure sous l'application de la législation relative aux déchets jusqu'au moment où elle est transformée dans une aciérie, même si, en amont, elle fait l'objet d'un déchiquetage ("shredder") ou de toute autre opération de conditionnement.

La notion de "déchet" n'englobe pas ce qu'il est convenu d'appeler les "co-produits". On entend par là des produits nouveaux qui sont créés dans le même processus de fabrication à côté des produits prioritairement envisagés (par exemple, un produit annexe se formant lors d'une réaction de synthèse chimique en même temps que le

produit attendu). La condition pour qu'un co-produit ne soit pas considéré comme un déchet, est qu'il existe un débouché direct. Ne sont toutefois pas à considérer comme co-produits, des matériaux qui sont constitués de résidus provenant de matières premières ou de matières premières secondaires suite à leur traitement ou leur transformation dans un processus industriel, même si ces résidus peuvent être valorisés.

Une attention particulière doit également être portée à l'application de la notion de "déchet" dans le cadre des procédés de valorisation de déchets organiques. Le compost, tel qu'il est issu du traitement de la fraction organique des déchets ménagers et assimilés, est considéré comme un produit. En effet, la loi du 17 juin 1994 considère le compostage ou tout autre procédé adapté comme une opération de valorisation. Par contre, les boues d'épuration biologiques, même compostées, restent des boues d'épuration et sont dès lors soumises aux dispositions de la loi du 17 juin 1994.

En vertu du règlement grand-ducal modifié du 14 avril 1990 relatif aux boues d'épuration, le traitement biologique des boues (que ce soit par un procédé aérobie ou anaérobie) est considéré comme un procédé de traitement en vue de réduire le pouvoir fermentescible des boues et les inconvénients sanitaires qui peuvent résulter de l'utilisation des boues. Auquel cas, c'est l'utilisation même des boues par épandage qui doit être considérée comme une opération de valorisation.

2.2 Principes mis en œuvre par le Plan National de Gestion des Déchets

Comme le rappelle le Plan National pour un Développement Durable, la mise en œuvre du Plan National de Gestion des Déchets et des plans sectoriels permettra d'établir le cadre de toute gestion future des déchets. Ainsi le Plan National de Gestion des Déchets va permettre de mettre en œuvre les grands principes devant guider la gestion des déchets et s'inscrit dès lors dans le contexte du développement durable.

La plupart des principes énoncés ci-après découlent de l'application de la loi, d'autres ont été adoptés par le Conseil de coordination.

La mise en œuvre de ces principes doit se faire en tenant compte des meilleures techniques disponibles dont l'applicabilité et la disponibilité n'entraînent pas de coûts excessifs.

2.2.1 Principe de la hiérarchie des objectifs

La directive 75/442/CEE modifiée par la directive 91/156/CEE indique que l'établissement de plans de gestion des déchets permet de réaliser les objectifs suivants:

- promouvoir, en premier lieu, la prévention ou la réduction de la production de déchets et de leur nocivité et en deuxième lieu, la valorisation des déchets par recyclage, réemploi, récupération ou toute autre action visant à obtenir des matières premières secondaires, ou l'utilisation des déchets comme source d'énergie,
- assurer que les déchets seront valorisés ou éliminés sans mettre en danger la santé de l'homme et sans que soient utilisés des procédés ou méthodes susceptibles de porter préjudice à l'environnement,
- établir un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination en tenant compte des meilleures technologies disponibles qui n'entraînent pas de coûts excessifs.

Le premier objectif est énoncé de façon hiérarchique. Ainsi la valorisation n'aura lieu que lorsqu'on ne parvient pas à prévenir l'apparition des déchets. Quant à l'élimination, elle n'est admissible que lorsque les déchets ne peuvent faire l'objet ni de mesures de prévention ni d'opérations de valorisation.

Le classement hiérarchique de ces objectifs est repris par les dispositions de l'art.1 de la loi du 17 Juin 1994, comme suit :

- la prévention de la production et de la nocivité des déchets,
- la réduction de la production et de la nocivité des déchets,
- la valorisation des déchets par le réemploi, le recyclage ou tout autre procédé écologiquement approprié,
- l'élimination des déchets ultimes de manière écologiquement et économiquement appropriée.

Toute orientation ou activité dans le domaine de la gestion des déchets doit essayer de respecter au mieux ces priorités.

La loi précise le contenu de ces objectifs, de la manière suivante:

- Prévention / réduction de la production et de la nocivité des déchets

La mise en œuvre de ces objectifs est à assurer, par le développement de technologies propres et plus économes en ressources naturelles,

par la conception et la mise sur le marché de produits susceptibles de respecter ces principes.

- Valorisation des déchets

Les déchets doivent dans toute la mesure du possible être valorisés en priorité en vue de leur réintroduction dans le circuit économique. Les déchets valorisables doivent être collectés, triés et traités de façon à récupérer un maximum de matières premières secondaires.

L'utilisation des déchets comme source d'énergie n'est concevable que pour les déchets ne se prêtant pas à une valorisation autre que thermique.

La valorisation est à effectuer sans mettre en danger la santé humaine et sans que soient utilisés des procédés ou méthodes susceptibles de porter préjudice à l'environnement.

- Elimination des déchets

L'élimination est à effectuer sans mettre en danger la santé humaine et sans que soient utilisés des procédés ou méthodes susceptibles de porter préjudice à l'environnement.

L'élimination des déchets qui ne sont pas susceptibles d'une valorisation doit se faire selon la meilleure technologie disponible n'entraînant pas de coûts excessifs.

2.2.2 Principe de l'information et de la sensibilisation

Afin de parvenir à une réduction de la quantité de déchets, il est nécessaire de sensibiliser chaque citoyen dès son plus jeune âge et d'informer chacun des conséquences sur l'environnement d'une mauvaise gestion des déchets.

Une gestion écologique des déchets nécessite de la part de tous une prise de conscience de leurs responsabilités quant à leur comportement individuel.

Les moyens à mettre en œuvre doivent être multiples en fonction de l'objectif visé et des groupes cibles. Ces moyens devront notamment utiliser les nouveaux médias et les méthodologies connues et acceptées dans le monde économique.

Une attention particulière devra être apportée à l'éducation des jeunes qui sont à la base de tout comportement des générations futures. Des

actions de sensibilisation ont lieu depuis plusieurs années dans les écoles, elles devront être poursuivies.

Le but est de sensibiliser les enfants dès leur plus jeune âge puisqu'ils seront les futurs consommateurs. De plus, les enfants peuvent mettre en œuvre à la maison, ce qu'ils ont appris à l'école (tri des déchets). Ainsi à leur tour, ils peuvent influencer le comportement de leurs parents.

2.2.3 Principe de qualité

La notion de qualité doit intervenir de manière inhérente à tous les stades de la gestion des déchets. Elle doit s'appliquer tant au niveau du producteur des déchets qu'à celui des personnes chargées de la collecte, du transport, de la valorisation ou de l'élimination.

Par la qualité de son comportement, le producteur de déchets prend la responsabilité d'assurer une meilleure prévention ou une valorisation maximale des déchets produits, notamment en fournissant des matières premières secondaires propres qui permettent la production de nouveaux produits de qualité élevée et qui dès lors peuvent se maintenir sur le marché concurrentiel.

La qualité des prestations et mesures mises en œuvre pour la collecte, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets doit être le garant d'une meilleure protection de l'environnement et de la santé humaine. En outre, la qualité de ces mesures et prestations doit permettre une meilleure responsabilisation des producteurs de déchets quant à leur comportement en matière de prévention.

Finalement, les produits résultant de la valorisation des déchets doivent satisfaire à des normes de qualité définies et généralement reconnues pour stimuler l'utilisation des produits résultant du recyclage et maintenir, voire renforcer, la valorisation des déchets qui ne peuvent être évités.

2.2.4 Principe de proximité

En matière d'élimination, les déchets doivent être traités ou déposés le plus près possible de leur lieu de production. Ceci implique que en principe les déchets doivent être acheminés vers des installations implantées au GD de Luxembourg, ou, si des installations appropriées n'existent pas sur le territoire national, vers les installations les plus proches fonctionnant avec la meilleure technologie disponible. Vu l'exiguïté du territoire national, l'application du principe de proximité doit être vue dans le cadre d'une coopération avec les régions au-delà de nos frontières, de manière à garantir à long terme l'élimination des déchets.

En matière de valorisation, le fonctionnement du marché intérieur ne permet pas de limiter les mouvements vers des installations exclusivement situées sur le territoire national. Toutefois, il importe de déterminer des mécanismes pour contrôler et, le cas échéant, interdire le transfert de déchets vers des installations qui ne permettent pas de valoriser les déchets en assurant une protection optimale de la santé humaine et de l'environnement.

Pour certaines catégories de déchets qui sont produits en grande quantité, comme par exemple les déchets inertes, il y a lieu d'appliquer ce principe à l'échelle régionale.

2.2.5 Principe d'autosuffisance

Le principe d'autosuffisance signifie que chaque Etat doit, dans la mesure du possible, traiter ses déchets sur son territoire.

Il appartient ainsi à chaque Etat de se doter d'infrastructures appropriées et de capacité suffisante de sorte qu'il soit à même de garantir l'élimination des déchets produits sur son territoire, sans risque pour la santé humaine ni de préjudice pour l'environnement.

L'application stricte de ce principe connaît toutefois des limites dans le cas où certains déchets doivent être traités dans des infrastructures spécialisées et que les quantités produites sur le territoire national ne permettent pas d'atteindre le seuil de rentabilité économique. Il est alors justifié de transférer les déchets à l'étranger pour les traiter de manière appropriée.

Dans de telles circonstances, le principe d'autosuffisance se conçoit dans le cadre d'une coopération entre les Etats visant à:

- garantir un traitement adéquat pour tous les déchets,
- maintenir les coûts de traitement dans des limites raisonnables,
- aboutir à une répartition équitable et transparente entre les Etats membres.

En tant que petit pays, le Grand-Duché de Luxembourg coopère étroitement avec les Etats voisins pour le traitement de certains types de déchets, en particulier les déchets industriels pour lesquels il lui est difficile de s'équiper.

2.2.6 Principe " pollueur - payeur "

Ce principe signifie que c'est le pollueur qui doit, en principe, assumer le coût de la pollution. Ainsi les frais résultant des mesures de prévention, de réduction et de lutte contre la pollution doivent être supportés par le pollueur.

L'application du principe "pollueur payeur" peut s'envisager selon une double optique:

- faire supporter aux producteurs de déchets le financement de la gestion des déchets en fonction des quantités et de la nature de leurs déchets (notamment les coûts écologiques externes),
- inciter les producteurs à davantage de prévention.

Le principe "pollueur payeur" permet en outre de "corriger les prix" pour que les produits et services respectueux de l'environnement ne soient pas pénalisés par rapport aux autres produits et services.

D'une manière générale la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets, et en particulier l'article 15, prévoit que le coût de l'élimination des déchets doit être supporté soit par le détenteur (dernier ou antérieur) soit par le producteur du produit générateur des déchets. Pour les déchets autres que les déchets ménagers, encombrants et assimilés, ce principe est généralement respecté dans la mesure où les détenteurs de déchets sont responsables pour assurer eux - mêmes la valorisation ou l'élimination de leurs déchets. Pour ce faire, ils se servent d'établissements ou d'entreprises agréés agissant sur le marché privé.

L'article 15 prévoit également que les prix de traitement doivent englober l'ensemble des coûts engendrés par la mise en place et la gestion de l'infrastructure d'élimination ou de valorisation. Cela présume, en contrepartie, que le décompte des coûts puisse s'effectuer de la manière la plus transparente possible.

Au niveau des déchets ménagers, encombrants et assimilés, le principe "pollueur payeur" doit être respecté moyennant des taxes pour services rendus qui doivent correspondre à la production réelle, et notamment au type, au poids ou au volume des déchets. En continuité avec les réflexions menées par l'Administration de l'environnement, l'application du principe "pollueur payeur" dans ce contexte ne peut se concevoir que si des alternatives sont disponibles pour la valorisation de toutes les fractions de déchets recyclables. Cela ne peut avoir lieu que de manière progressive, au rythme du développement de l'infrastructure et de l'équipement nécessaire.

Dans la mesure du possible, l'application de taxes sur les déchets ménagers doit avoir lieu en tenant compte des services dont les citoyens ont effectivement bénéficiés ainsi que des quantités et de la nature des déchets qu'ils ont produits. Il faut éviter, si possible, les composantes forfaitaires. Les taxes doivent avoir une base de calcul justifiable et être transparentes pour la population.

2.2.7 Principe de la cohérence et de la coordination

L'exiguïté du territoire national exige que toute politique de gestion des déchets soit cohérente et coordonnée sur l'ensemble du territoire national. Ceci implique que les différents centres décisionnels orientent leurs activités selon des lignes directrices communes, le cas échéant dans le cadre d'un système cohérent.

La coordination nationale de la gestion des déchets est une condition essentielle pour aboutir à une rationalisation de la collecte, du tri et du traitement des déchets de même que pour optimiser les structures existantes et futures. La conséquence logique est une meilleure utilisation des ressources tant matérielles que financières.

Dans les domaines où le besoin en est ressenti, les structures existantes doivent être examinées quant à leur cohérence et, si nécessaire, des changements, modifications ou nouveaux éléments devront y être apportés afin de remédier à cette situation.